

Jean-François REMY

Avocat à la Cour
132, Rue André Bisiaux
54320 MAXEVILLE
Tél : 03 83 57 30 70 – Fax : 03 83 56 94 43
jf.remy@rp-avocats.com

Marine DESPLAN
Thibault BRUNNER
Avocats collaborateurs

Bambouseraie en Cévennes
Madame Muriel NEGRE
552, rue de Montsauve
30140 GENERARGUES

Maxéville, le 27 décembre 2017

Nos réf. : **Ouvrages de prise d'eau et d'irrigation**
 de la Bambouseraie et des Pépinières de la Bambouseraie dans le *Gardon de Mialet*

 Note de cadrage juridique avant dépôt de dossier administratif

Chère Madame,

Vous avez bien voulu me consulter à l'occasion de l'établissement par le Cabinet Gétudes Consultants du dossier concernant la régularisation administrative des prélèvements d'eau par forage dans la nappe souterraine exploités par la Bambouseraie et les Pépinières de la Bambouseraie et la modulation du débit réservé à restituer au *Gardon de Mialet* à l'aval du barrage et de la prise d'eau du Roucan.

Comme convenu, la présente ayant vocation à être annexée au dossier administratif devant être remis prochainement aux services du Préfet du Gard, vous trouverez ci-dessous les éléments destinés à servir de note de cadrage juridique, sur les aspects suivants :

- Régime administratif du barrage et de la prise d'eau du Roucan dans le *Gardon de Mialet*,
- Etendue des incidences à analyser au sujet du débit réservé à restituer au cours d'eau à l'aval de la prise d'eau du Roucan.

.../...

S'agissant en premier lieu du prélèvement dans le Gardon de Mialet, je vous confirme que cet usage et les ouvrages associés sont **d'ores et déjà autorisés** au titre des articles L 214-1 s. et R 214-1 s. du Code de l'environnement.

Ainsi :

- La prise d'eau dans le Gardon de Mialet existe matériellement depuis une date antérieure à la Révolution française de 1789, ainsi qu'en atteste la mention qui en est faite notamment sur la Carte de Cassini,
- Le prélèvement d'eau destiné à des activités utilisant la force motrice (scierie, actuellement à l'arrêt) et d'irrigation de la propriété a été autorisé par arrêté du Préfet du Gard du 15 juin 1864, titre administratif toujours en vigueur à ce jour.

Ces éléments ayant été reconnus notamment par arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 2 juin 2016.

Dans ces conditions, le prélèvement d'eau dans le *Gardon de Mialet* pour les usages de la Bambouseraie et des Pépinières de la Bambouseraie est à l'heure actuelle en **situation administrative régulière** au titre du Code de l'environnement (article L 214-6 II), l'arrêté du Préfet du Gard du 15 juin 1864 valant autorisation au titre des articles L 214-1 s. du Code de l'environnement ainsi qu'au titre des rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du même Code.

Corrélativement, le dossier administratif à déposer prochainement n'a pas – du point de vue légal et réglementaire – à faire mention d'une nécessité de « *régulariser* » le prélèvement d'eau dans le *Gardon de Mialet* au visa des dispositions de l'article L 214-6 III et IV.

Ce dernier étant déjà « *régulier* » de plein droit par application des dispositions de l'article L 214-6 II précitées.

Pour le même motif, les observations formulées au stade préparatoire par la DDTM du Gard et l'ONEMA-AFB au sujet du PGRE (d'ailleurs non encore applicable), de la compatibilité de ce prélèvement avec le SDAGE... n'ont pas lieu d'être, puisque ce prélèvement est déjà autorisé et n'a pas en conséquence à faire l'objet d'une régularisation.

Simplement, dans la mesure où l'autorisation ancienne en vigueur ne le précise pas, il pourrait effectivement être utile, ainsi que l'évoque la DDTM du Gard, que le dossier précise le débit maximal dérivable par les ouvrages (déterminé en fonction de la section de la prise d'eau), ainsi qu'une évaluation haute (par mesure de sécurité) du volume pouvant être prélevé annuellement, étant précisé que le volume effectivement prélevé est déterminé périodiquement en fonction des mesures pouvant être effectuées au niveau du venturi.

S'agissant en second lieu du débit réservé, qui est applicable à tout ouvrage situé en lit mineur d'un cours d'eau quel que soit son statut juridique (fondé en titre, déclaré, autorisé ou à autoriser), conformément aux dispositions de l'article L 214-18 du Code de l'environnement, il doit effectivement donner lieu à des développements dans le cadre du dossier en cours d'élaboration.

Ceci non pas afin d'en justifier la valeur en tant que telle (ce qui serait le cas d'un ouvrage à autoriser ou bien dont l'autorisation serait en cours de renouvellement), la valeur plancher de 1/10^{ème} du module étant applicable par détermination de la loi aux ouvrages existants, mais afin uniquement d'étayer et documenter la demande de modulation de ce plancher autour de la valeur de 10 % en moyenne dans l'année.

De ce point de vue, si le dossier doit donc bien réaliser une analyse des incidences, cette dernière doit viser les incidences liées non pas du passage du tronçon court-circuité en débit réservé (comme semble vouloir le soutenir l'ONEMA/AFB au stade préparatoire), mais uniquement de

la variation proposée entre la valeur haute de débit applicable la plupart du temps, et la valeur basse proposée en juillet, août et septembre de chaque année, par rapport à la situation actuelle.

Ainsi, l'état initial à prendre en compte n'est donc pas l'état naturel du cours d'eau, mais bien l'état actuel avec existence de la dérivation, application d'un débit réservé théorique au 1/10^{ème}, et les problèmes régulièrement posés par cette valeur en période d'étiage estival (imposant, comme cette année, l'adoption d'un arrêté dérogatoire).

Tels sont les éléments dont je tenais à vous faire part dans cette affaire, et dont la finalisation du dossier à déposer prochainement devra tenir compte.

Vous souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre disposition dans cette affaire,

Je vous prie de croire, Chère Madame, en l'expression de mes salutations distinguées et bien dévouées.

Jean-François REMY

Avocat à la Cour

1